



20230004

COMMUNE DE FON-OUTRE-GARDON

DÉLIBÉRATION **DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 JANVIER 2023**

En vertu des articles L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-11, L. 2121-13, L. 2121-13-1 et L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil municipal, dûment convoqué, le vendredi 13 janvier 2023, avec toute information sur les délibérations, s'est réuni, sous la présidence de Maryse GIANNACCINI, le maire, dans la Salle du Conseil, à 18h30. La convocation a également été affichée « à la porte de la mairie », selon les articles L. 2121-10 et R. 2121-7 du CGCT.

Membres présents : Maryse GIANNACCINI, Valérie TRIGUEROS, Eric MARY, Carine PEYDRO, Thierry MARS, Laurence FERRER, Mahdjouba PAULET, Christèle CASTANET, Stéphanie PICARD, Christian BIARNES, Carole CLAMARON, Julien NOËL.

Membres absents et représentés : Gilbert CASAS (A donné procuration à Eric MARY), Nicolas PERRIN (A donné procuration à Maryse GIANNACCINI), Guilhem VEZIES (A donné procuration à Thierry MARS), Angélique FRICON (A donné procuration à Julien NOËL), Julien PAYET (A donné procuration à Carole CLAMARON), Romain BIALES (A donné procuration à Christèle CASTANET).

Membre absents et non représentés : Anaïs RANC

Au titre des articles L. 2121-15 et L. 2121-17 du CGCT, les conseillers présents représentant la majorité des membres en exercice au nombre de 12, il a été procédé à la nomination, parmi ces derniers, de Stéphanie PICARD, élue secrétaire de séance, et d'un auxiliaire, Monsieur Sébastien SAGUER, pris en dehors de ses membres.

OBJET : REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 151-1 et suivants relatifs au Plan Local d'Urbanisme, et les articles L. 103-2 et suivants,

Vu la loi portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle 2 n°2010-788 du 12 juillet 2010,

Vu la loi d'Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové dite loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014,

Vu la loi d'accélération et de simplification de l'action publique dite loi ASAP n°2020-1525 du 7 décembre 2020,

Vu la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi climat et résilience n°2021-1104 du 22 août 2021,

Vu la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite loi 3DS n°2022-217 du 21 février 2022,

Vu le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) Gardon-Amont approuvé par arrêté préfectoral du 03 juillet 2008,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Sud Gard révisé par délibération du 10 décembre 2019,

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) de Nîmes Métropole, 2019-2024,

Vu la délibération n°AP/2022-06/08 du Conseil régional du 30 juin 2022 adoptant le SRADDET Occitanie 2040,

Vu la délibération du Conseil municipal du 10 avril 2018 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Vu la délibération n°20210046 du 28 octobre 2021, ayant prescrit la révision du PLU et défini les objectifs poursuivis et fixé les modalités de concertation,

Considérant que le PLU doit être compatible avec les documents de rang supérieur, notamment avec le Schéma de Cohérence Territoriale Sud Gard et le Programme Local de l'Habitat de Nîmes Métropole,

Considérant qu'une première délibération prescrivant la révision générale et définissant les modalités de la concertation avait été prise le 28 octobre 2021,

Considérant que la délibération prise doit être notifiée aux personnes publiques associées et que les modalités de concertation doivent être mises en place ; que toutefois, à ce jour, les notifications n'ont pas été réalisées et le registre de concertation n'a pas été ouvert,

Considérant qu'afin de garantir la sécurité juridique de la procédure de révision du plan local d'urbanisme, il convient d'abroger cette délibération et de la remplacer par une nouvelle,

Considérant que la révision générale du PLU est rendue nécessaire pour assurer :

- Maitriser le développement urbain et l'accueil de population en adéquation avec les objectifs définis par les documents de rang supérieur, notamment le SCoT Sud Gard et le PLH de Nîmes Métropole ;
- Mettre en place une offre de logement cohérente avec la volonté d'accueillir des populations jeunes confortant la réalisation de parcours résidentiel ainsi que la mixité intergénérationnelle ;
- Prendre en compte la gestion des risques, notamment le risque inondation ;
- Redéfinir plus généralement les besoins en équipements ;
- Travailler sur une amélioration des déplacements doux, à travers la connexion entre les lieux structurant de la commune (gare, EHPAD, école...) et en lien avec les études en cours ;
- Renforcer le pôle échange multimodal structuré autour de la gare ;
- Gérer les problématiques de stationnement, notamment en lien avec l'offre commerciale ;
- Valoriser le paysage et le patrimoine naturel de la commune, notamment à travers la préservation de l'environnement et en confortant les continuités écologiques ;
- Corréler l'ensemble du projet à une nécessaire maîtrise de la consommation d'espaces et de l'artificialisation, fondement principal des nombreuses évolutions réglementaires intervenues depuis 10 ans ;

- Intégrer une réflexion autour d'un développement économique en lien avec les pôles d'activités existants ;
- Intégrer une réflexion autour des problématiques de déplacements sur le territoire ;
- Maintenir et mettre en valeur les caractéristiques paysagères, architecturales et patrimoniales, faisant l'identité de la commune ;
- Intégrer une réflexion autour du projet de terrain sportif avec la commune de Saint Mamert ;
- Porter une réflexion autour de démarche en matière d'énergie renouvelable et de développement durable, notamment à travers les performances énergétiques du bâti ;
- Préserver l'activité agricole sur le territoire communal,

Après en avoir délibéré, le vote ayant lieu au scrutin public en vertu de l'article L2121-21, le conseil municipal décide à l'unanimité,

Article 1 : D'abroger la délibération n°20210046 du 28 octobre 2021 ayant pour objet la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune.

Article 2 : De prescrire la révision générale du PLU, conformément aux dispositions de l'article L153-31 et suivants du Code de l'urbanisme.

Article 3 : Qu'en application de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, la concertation préalable à la révision générale du PLU sera organisée suivant les modalités suivantes :

- Publication d'au moins quatre articles sur le site internet de la commune et dans la presse locale aux grandes étapes (lancement de procédure, diagnostic, PADD, arrêt) ;
- Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques durant toute la durée de la procédure de concertation. Les doléances pourront également être envoyées par courrier ou courriel, en mairie, en précisant que la demande concerne la « Révision générale du PLU ». Ces éléments seront reportés dans le registre ;
- Organisation d'au moins 2 réunions publiques, l'une au stade du PADD, et la seconde pour présenter les principes du zonage, du règlement et les OAP ;
- Mise à disposition en mairie d'une exposition publique a minima à partir de la fin de la phase diagnostic (panneaux diagnostic, PADD et réglementaire).

Article 4 : Qu'il convient de demander l'association des Services de l'État conformément à l'article L. 132-10 du Code de l'urbanisme.

Article 5 : De donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision générale du PLU.

Article 6 : De solliciter de l'État, pour les dépenses liées à la révision générale du PLU, une compensation, conformément à l'article L. 132-15 du Code de l'urbanisme.

Article 7 : Que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Article 8 : De demander le droit aux attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, conformément à l'article L. 132-16 du Code de l'urbanisme.

Article 9 : Conformément aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération est notifiée :

- à l'Etat ;
- à la Région ;
- au Département ;
- à l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
- à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat ;
- à la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- à la Chambre de Métiers ;
- à la Chambre d'Agriculture ;
- à l'établissement public en charge de la gestion du SCoT Sud Gard.

La présente délibération est transmise pour information au Centre National de la Propriété Forestière, au Centre Régional de la Propriété Forestière et à l'Institut National des Appellations d'Origines (INAO).

Conformément aux articles L. 132-12 et L. 132-13 du Code de l'urbanisme, seront consultés à leur demande au cours de la révision du projet de Plan Local d'Urbanisme :

- les communes limitrophes ;
- les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat ;
- les associations agréées mentionnées à l'article L141-1 du Code de l'environnement ;
- le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du Code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ;
- les établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents.

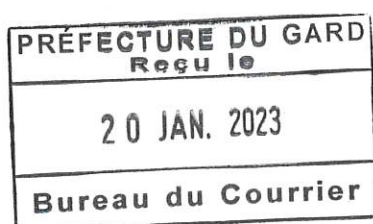
Article 10 : La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département qui est Midi Libre.

Article 11 : La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours administratif auprès de Madame le maire, et d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes par courrier (16 avenue Feuchères, 30941 Nîmes CS88010 Cedex 9) ou par téléprocédure (« Télérecours Citoyens » sur le site : www.telerecours.fr).

Le silence gardé pendant plus de deux mois sur un recours administratif vaut décision de rejet.

Article 12 : Le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, à compter de son affichage en mairie et de sa réception en Préfecture (Date du tampon du Bureau du Courrier apparaissant sur la présente délibération), en conformité avec l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.

Maryse GIANNACCINI, le maire



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the left.



Stéphanie PICARD, secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'S' followed by a few additional strokes.

Affichage à la Mairie le 18 janvier 2023 et mise en ligne le 19 janvier 2023, en vertu de l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.